N° 11-626-X au catalogue — N° 053
ISSN 1927-5048
ISBN 978-0-660-03735-6

Aperçus économiques

Développements récents de l'économie canadienne : automne 2015

par Guy Gellatly

Date de diffusion : le 12 novembre 2015

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-877-287-4369

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « Normes de service à la clientèle ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels dans les tableaux

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0[s]	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
[p]	provisoire
[r]	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
[E]	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2015

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

Une version HTML **est aussi disponible.**

This publication is also available in English.

Développements récents de l'économie canadienne : automne 2015

par Guy Gellatly, Direction des études analytiques

Cet article de la série *Aperçus économiques* offre aux utilisateurs un aperçu intégré des changements récents qui ont touché la production, l'emploi, la demande des ménages, le commerce international et les prix. Structuré sous forme de sommaire statistique des principaux indicateurs économiques, ce rapport a pour but d'offrir des renseignements sur les développements récents de l'économie canadienne, en mettant l'accent sur les principaux changements dans les données économiques observés au cours des deux premiers trimestres et des mois d'été de 2015[1]. Sauf indication contraire, les tableaux présentés dans ce rapport sont fondés sur des données désaisonnalisées qui peuvent être consultées dans CANSIM à compter du 4 novembre 2015.

Aperçu

Les variations des prix du pétrole brut ont coïncidé avec des changements importants dans le rythme et la composition de l'activité économique au cours du premier semestre de 2015. La production a diminué au cours des premier et deuxième trimestres en raison des investissements moins élevés des entreprises, tandis que le rythme des dépenses de consommation s'est raffermi au printemps. La production dans le secteur des industries productrices de biens a diminué au cours des cinq premiers mois de 2015, pour ensuite afficher des augmentations en juin et en juillet attribuables à l'extraction de pétrole par des méthodes non classiques et à la fabrication. En août, le produit intérieur brut (PIB) réel a crû pour un troisième mois d'affilée.

La baisse des prix du pétrole brut et du pétrole a eu une incidence sur les cours des matières premières et sur les prix des produits industriels au début de 2015, alors que le taux d'inflation des prix à la consommation publié a ralenti d'une année à l'autre pour s'établir à 0,8 % en avril, sous l'effet de la diminution des prix de l'énergie. À l'exception de l'énergie, le taux d'inflation des prix à la consommation annuel a été en moyenne de 2,2 % de janvier à août.

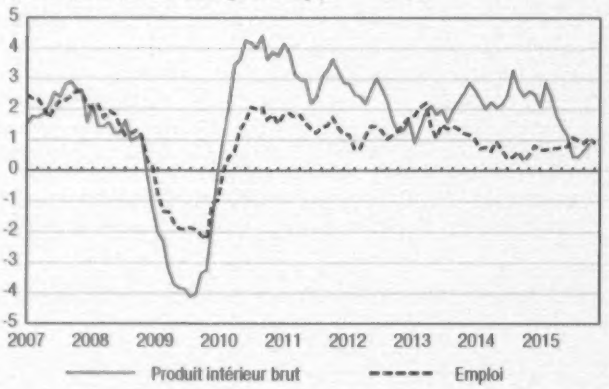
La diminution des prix de l'énergie a contribué à une diminution des ventes à l'exportation et à une augmentation des déficits commerciaux au cours du premier semestre de 2015. Les exportations d'énergie ont totalisé 45,0 milliards de dollars au cours du premier semestre de l'année, en baisse par rapport au total de 59,9 milliards de dollars atteint au cours du second semestre de 2014. Le déficit du commerce de marchandises du Canada, mesuré de façon cumulative de janvier à juin, a totalisé 14,1 milliards de dollars.

Pour ce que est des consommateurs, les dépenses de détail se sont raffermies au printemps et au début de l'été. Cette hausse a été principalement attribuable aux ventes des concessionnaires de véhicules automobiles et de pièces automobiles, lesquelles ont affiché une croissance pendant huit mois consécutifs, soit de février à août. Les mises en chantier et l'investissement dans les logements multifamiliaux ont progressé en milieu d'année.

L'emploi a crû de 96 000 durant le premier semestre de l'année, en raison d'augmentations dans l'emploi à temps plein et dans les industries de services. L'emploi a augmenté d'un autre 31 000 au troisième trimestre. Globalement, l'écart entre la croissance de la production et la croissance de l'emploi s'est rétréci alors que la production de biens a affiché un repli au début de 2015.

Graphique 1
Production et emploi

variation d'une année à l'autre (pourcentage)



Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 282-0087 et 379-0031.

1. Sauf indication contraire, les taux de croissance sont calculés sous forme de variation en pourcentage d'une période à l'autre.

La production a diminué en raison du recul des investissements des entreprises au cours de la première moitié de l'année

Le PIB réel a reculé de 0,1 % au deuxième trimestre de 2015, après une contraction de 0,2 % au premier trimestre. La diminution des dépenses des entreprises en usines et en matériel a contribué à une diminution de la production au cours du premier semestre de l'année. Les dépenses des entreprises en construction non résidentielle ont reculé de 2,3 % au deuxième trimestre, à la suite d'une diminution de 6,5 % au premier trimestre, entraînée par une diminution des dépenses en capital dans les ouvrages de génie et les ouvrages non résidentiels[2]. Les dépenses des entreprises en machines et en matériel ont reculé de 4,6 % au deuxième trimestre, après une baisse de 1,6 % au premier trimestre. La diminution des dépenses en machines et en matériel industriels et en équipement de communication a contribué à une baisse des dépenses générales en machines et en matériel au deuxième trimestre, baisse qui a été néanmoins atténuée par une hausse des dépenses dans le secteur des automobiles.

Au cours du premier semestre de 2015, les investissements des entreprises relatifs à la propriété intellectuelle ont affiché une baisse attribuable à une diminution des dépenses en prospection minière et en évaluation, lesquelles ont reculé de 33,2 % au deuxième trimestre après avoir décru de 19,6 % au premier trimestre.

Après avoir affiché des baisses à la fin de 2014 et au début de 2015, les exportations ont enregistré une légère croissance au deuxième trimestre, entraînée par une hausse des volumes de véhicules automobiles et de pièces automobiles, de pétrole brut et de bitume brut et de biens de consommation. Dans l'ensemble, les volumes d'énergie n'ont pas enregistré de changements importants au cours du deuxième trimestre, la diminution des exportations de gaz naturel et de produits pétroliers raffinés ayant contrebalancé la hausse des volumes de pétrole brut. Les exportations de minerais métalliques et de minéraux non métalliques ainsi que les exportations de produits en métal et de produits minéraux non métalliques ont eu une incidence sur la croissance globale des exportations au deuxième trimestre.

Les investissements en construction résidentielle ont progressé en 2015, affichant une croissance de 0,3 % au deuxième trimestre, après une hausse de 0,9 % au premier trimestre. Les investissements dans le secteur de l'habitation ont crû pendant cinq trimestres consécutifs. Tandis que la croissance des dépenses dans le secteur de l'habitation observée au premier trimestre était le fait de nouvelles constructions, les investissements au deuxième trimestre ont été soutenus par les coûts de transfert de propriété, ce qui rend compte d'une hausse du niveau d'activité sur les marchés de la revente.

Le rythme des dépenses de consommation s'est raffermi au printemps. Les dépenses des ménages ont crû de 0,6 % au deuxième trimestre, en hausse par rapport à une croissance de 0,1 % au premier trimestre. La progression observée au deuxième trimestre était attribuable aux dépenses en biens durables, lesquelles ont affiché une hausse de 1,6 % après avoir diminué de 1,3 % au début de l'année. Après deux baisses trimestrielles, la hausse des dépenses en biens durables a été soutenue par les achats de véhicules au deuxième trimestre. Les dépenses de consommation ont également été soutenues par une hausse des dépenses en services financiers et d'assurance et en aliments, boissons et services d'hébergement au printemps.

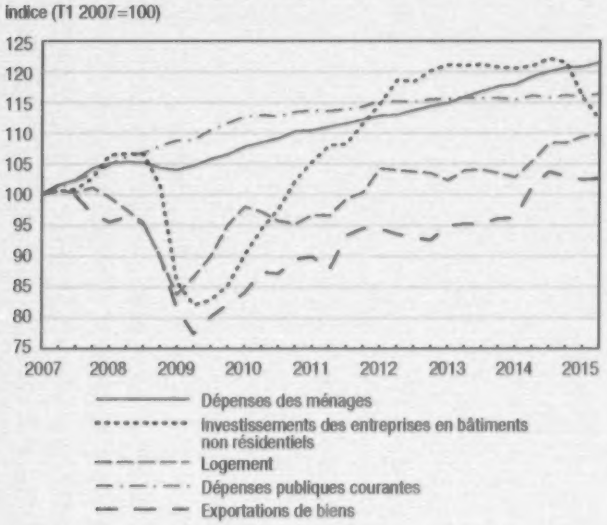
La productivité du travail dans le secteur des entreprises a diminué de 0,6 % au deuxième trimestre, après avoir affiché un recul de 0,5 % au premier trimestre. Dans le secteur de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz, la productivité a également diminué au deuxième trimestre, la baisse de la production ayant contrebalancé la diminution observée dans le nombre d'heures travaillées. La productivité a aussi diminué dans le secteur de la fabrication et dans celui de la construction au cours des deux trimestres.

Après un recul de 0,6 % au premier trimestre, le PIB nominal a crû légèrement de 0,2 % au deuxième trimestre, en raison d'une augmentation des prix du pétrole par rapport aux creux observés au début de l'année.

Aux États-Unis, le PIB réel, mesuré au taux annualisé, a crû de 3,9 % au deuxième trimestre de 2015, après avoir enregistré une hausse de 0,6 % au premier trimestre[3]. Cette croissance observée au deuxième trimestre a été soutenue par des hausses des dépenses de consommation, des investissements en capital fixe du secteur privé et des exportations. Le PIB nominal des États-Unis a augmenté de 6,1 % (taux annualisé) au deuxième trimestre, après avoir enregistré une hausse de 0,8 % au premier trimestre.

2. Pour obtenir un aperçu des intentions de dépenses en immobilisations pour 2015, veuillez vous reporter à la publication *Dépenses en immobilisations non résidentielles : estimations réelles provisoires pour 2014 et intentions pour 2015, Aperçus économiques*, numéro de catalogue 11-626-X, nº 48, Ottawa, Statistique Canada.
3. Les estimations ont été diffusées le 29 octobre 2015 par le Bureau of Economic Analysis des États-Unis.

Graphique 2
Produit intérieur brut réel, agrégats sélectionnés



Note : T1 : premier trimestre.
Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 380-0064.

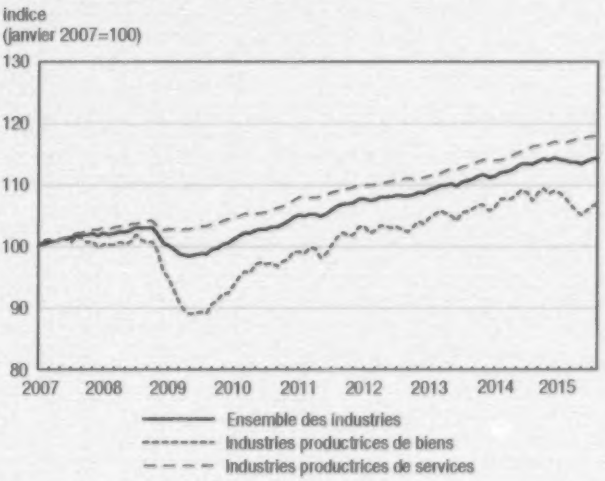
La production a pris de la vigueur en milieu d'année en raison d'une reprise de la production de biens

Après avoir enregistré cinq reculs mensuels consécutifs depuis le début de l'année, le PIB réel au Canada a crû en juin (+0,4 %) et en juillet (+0,3 %), grâce à une croissance de la production dans les industries de l'extraction de pétrole et de gaz et de la fabrication, qui a soutenu la production dans le secteur des industries productrices de biens. Le PIB réel a augmenté de 0,1 % en août, grâce aux hausses affichées dans la fabrication et l'extraction de pétrole et de gaz.

La production de biens a diminué de janvier à mai, en raison des reculs enregistrés dans les industries de l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz, ainsi que dans les secteurs de la construction et de la fabrication. En mai 2015, la production des industries productrices de biens était en baisse de 3,6 % par rapport aux niveaux observés à la fin de l'année. La production de biens s'est raffermie de juin à août, surtout en raison des hausses enregistrées par les industries de l'extraction de pétrole et de gaz et de la fabrication. En août, la production globale de biens était inférieure de 1,9 % au niveau de décembre 2014, alors que la production dans le secteur de la fabrication était en baisse de 1,1 % par rapport aux niveaux de fin d'année.

La production des industries de services a crû pendant la majeure partie du premier semestre de 2015, stimulée par des hausses dans les industries de la finance et des assurances et de l'immobilier. Les baisses affichées par les industries du commerce de gros ont eu un effet de ralentissement sur les hausses enregistrées dans les industries de services au cours du premier semestre de l'année. Les industries de services ont affiché des augmentations en juillet et en août, en raison d'une hausse de la production dans le commerce de détail et le transport et l'entreposage.

Graphique 3
Produit intérieur brut réel par secteur



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 379-0031.

Les industries de l'extraction de pétrole par des méthodes non classiques ont soutenu la croissance enregistrée à la fin du printemps et au début de l'été

La production des industries de l'extraction de pétrole et de gaz a affiché une croissance au début de 2015, attribuable à une augmentation de la production de pétrole par des méthodes non classiques[4]. L'extraction de pétrole par des méthodes non classiques a affiché une baisse pendant trois mois consécutifs, soit de mars à mai, en raison de perturbations de l'entretien et de la production pendant cette période. En mai, la production par des méthodes non classiques était en baisse de 2,2 % par rapport aux niveaux observés à la fin de l'année. Le secteur de l'extraction par des méthodes non classiques a ensuite connu une reprise à la fin du printemps et au début de l'été, progressant de 6,3 % en juin et de 8,5 % en juillet, et a entraîné une hausse de

4. L'extraction de pétrole par des méthodes non classiques désigne l'extraction de pétrole brut à partir de sables bitumineux ou de schistes pétrolifères, tandis que l'extraction par des méthodes classiques renvoie à l'extraction de pétrole et de gaz à partir de puits au moyen de techniques de pompage normalisées.

la production de biens au cours de ces mois. L'extraction de pétrole par des méthodes classiques a crû légèrement (+0,3 %) en août. L'extraction de pétrole et de gaz par des méthodes classiques a également contribué à la hausse de la production en juillet et en août, après sept reculs mensuels consécutifs.

Dans l'ensemble, la production dans les industries de l'extraction de pétrole et de gaz était en hausse de 2,3 % en août par rapport aux niveaux observés à la fin de l'année, la croissance des industries de la production par des méthodes non classiques (en hausse de 13,2 % par rapport à décembre 2014) ayant compensé le recul observé dans les industries de la production par des méthodes classiques (en baisse de 5,1 %).

Les établissements qui fournissent des activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz, y compris les services de montage et de forage, ont entraîné une diminution de la production au début de 2015 en affichant trois diminutions consécutives de 10 % ou plus de janvier à mars. Les niveaux de production relatifs aux activités de soutien ont été moins instables d'avril à août. En août, la production de ce secteur était en baisse de 40,9 % par rapport au niveau observé à la fin de l'année.

Les raffineries de pétrole ont vu leur production baisser d'avril à août, ce qui a eu pour effet de contrebalancer les hausses survenues plus tôt dans l'année. La production mensuelle moyenne des raffineries de pétrole au premier semestre de 2015 était légèrement en hausse (+1,1 %) par rapport à la production moyenne enregistrée au second semestre de 2014. La production mensuelle moyenne des industries de services de transport par pipeline de pétrole brut et d'autres produits a aussi augmenté (+3,2 %) au premier semestre de l'année, entraînée par une croissance des exportations de pétrole brut et de pentanes plus par pipeline au cours de cette période. Les livraisons mensuelles nettes de pétrole brut et de pentanes plus par pipeline à des fins d'exportation ont été de 13,0 millions de mètres cubes en moyenne au cours de la période de six mois se terminant en juin, comparativement à 12,2 millions de mètres cubes durant les six derniers mois de 2014[5].

Graphique 4
Produit intérieur brut réel selon certaines industries

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 379-0031.

La croissance de l'emploi est principalement attribuable au travail à plein temps

L'emploi total a crû de 96 000 (+0,5 %) au cours du premier semestre de 2015, des hausses ayant été observées tant dans le secteur privé que dans le secteur public. La croissance du taux d'emploi chez les personnes de 55 ans et plus était à l'origine de la majeure partie de la hausse nette de l'emploi au premier semestre de l'année. Le taux d'emploi (soit le nombre de personnes occupées en proportion de la population en âge de travailler) a peu changé pendant le premier semestre, se situant en moyenne à 61,4 % de janvier à juin. Le taux de chômage est demeuré stable à 6,8 % de février à juin.

Le travail à plein temps a crû de 137 000 au premier semestre de 2015 en raison de hausses enregistrées au cours du deuxième trimestre. Au cours du premier semestre, la croissance de l'emploi était concentrée dans le secteur des industries de services et était principalement attribuable à une hausse de l'emploi dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale et dans celui des services professionnels, scientifiques et techniques. Dans les industries productrices de biens, l'emploi a diminué de 38 000 au premier semestre de l'année.

5. Les pentanes plus sont des hydrocarbures liquides produits à partir de pétrole brut et de gaz naturel brut ou condensé. Veuillez prendre note que ces données sur les exportations de pétrole brut par pipeline ne sont pas désaisonnalisées. Tous les changements d'une année à l'autre dans les livraisons nettes mensuelles en vue de l'exportation au premier semestre de 2015 sont positifs. Consultez le tableau CANSIM 133-0003

La hausse nette de l'emploi de décembre à juin est survenue en totalité dans le centre du pays et en Colombie-Britannique, alors que l'emploi a peu varié dans les Prairies et dans les provinces de l'Atlantique. L'Ontario (+61 000) représentait environ les deux tiers de la croissance nette au premier semestre. Le taux de chômage de cette province a diminué de 6,9 % au début de l'année à 6,5 % en mai et en juin. En Alberta, le taux de chômage a crû pendant le premier semestre, passant de 4,5 % en janvier à 5,7 % en juin. Le taux de chômage au Québec a crû légèrement au printemps pour atteindre 8,0 % en juin.

L'emploi a crû de 31 000 au troisième trimestre, portant la croissance nette de l'emploi total au cours des neuf premiers mois de 2015 à 127 000. Le travail à temps plein et l'emploi ont diminué en Ontario au troisième trimestre, ce qui a entraîné un ralentissement de la croissance observée au premier semestre de l'année. L'emploi au Québec a crû au troisième trimestre. Le taux de chômage national est demeuré à 6,8 % en juillet, pour ensuite augmenter et passer à 7,0 % en août et à 7,1 % en septembre, alors qu'un nombre accru de personnes étaient à la recherche de travail. En septembre, le taux de chômage en Ontario a augmenté pour passer à 6,9 %, alors qu'il a atteint 6,5 % en Alberta, soit le plus haut niveau enregistré dans cette province depuis juillet 2010.

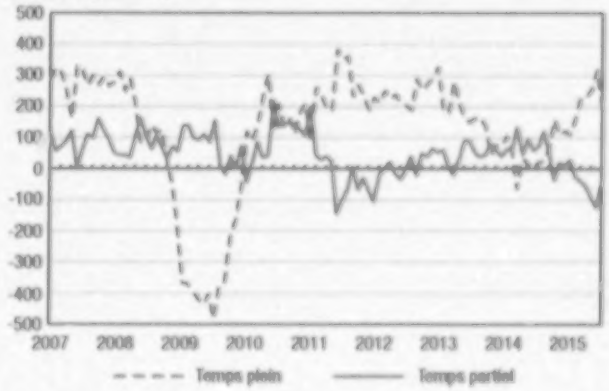
Les exportations de produits non énergétiques se sont raffermies au milieu de l'année

Le Canada a affiché six déficits consécutifs dans le secteur du commerce de marchandises depuis le début de 2015, en raison de la diminution des excédents commerciaux dans le secteur des produits énergétiques, découlant d'une baisse des prix qui a eu une incidence sur la balance commerciale. Les importations de marchandises ont dépassé les exportations de 14,1 milliards de dollars au premier semestre de l'année, alors que l'excédent commercial dans le secteur des produits énergétiques a diminué pour s'établir à 28,7 milliards de dollars, ce qui représente une diminution comparativement à l'excédent commercial de 39,0 milliards de dollars observé au second semestre de 2014. Les importations totales ont crû au cours de la première moitié de 2015, en raison principalement des biens de consommation et des véhicules automobiles et des pièces automobiles.

Les exportations mensuelles moyennes de produits énergétiques ont été de 7,5 milliards de dollars au premier semestre de 2015, comparativement à 10,0 milliards de dollars au second semestre de 2014. Ce recul est attribuable à une baisse des prix à l'exportation dans le secteur des produits énergétiques, alors que les volumes mensuels moyens ont augmenté pendant cette période. Mesurées en dollars enchaînés de 2007, les exportations énergétiques moyennes se sont élevées à 9,3 milliards de dollars au premier semestre de 2015, en hausse par rapport aux exportations énergétiques moyennes de 8,9 milliards de dollars observées au second semestre de 2014.

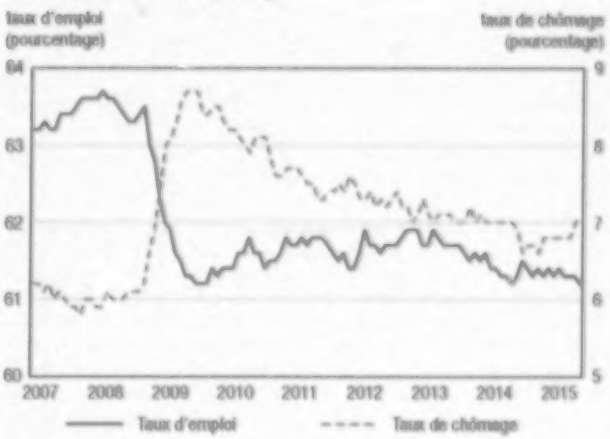
Graphique 5
Emploi par classe

variation d'une année à l'autre
(milliers de personnes)



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 282-0087.

Graphique 6
Taux d'emploi et de chômage



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 282-0087.

Les exportations totales ont reculé pendant cinq mois consécutifs, soit de janvier à mai, les exportations de produits non énergétiques ayant affiché une baisse au cours de trois de ces cinq mois. Les exportations totales ont affiché une croissance en juin et en juillet attribuable à l'augmentation des volumes de produits non énergétiques. Mesurées en dollars courants, les exportations de produits non énergétiques ont crû de 5,9 % en juin, grâce à une hausse des exportations des biens de consommation, des produits en métal et des produits minéraux non métalliques ainsi que des produits forestiers et des matériaux de construction et d'emballage. En juillet, les exportations de produits non énergétiques ont affiché une croissance de 4,1 %, les ventes mensuelles dans le secteur des véhicules automobiles et des pièces automobiles ayant dépassé. Les exportations de produits énergétiques pour la première fois en huit ans.

En août, les exportations ont fléchi de 2,9 %, principalement en raison d'une baisse dans le secteur des produits énergétiques, avant de progresser de nouveau (+0,7 %) en septembre.

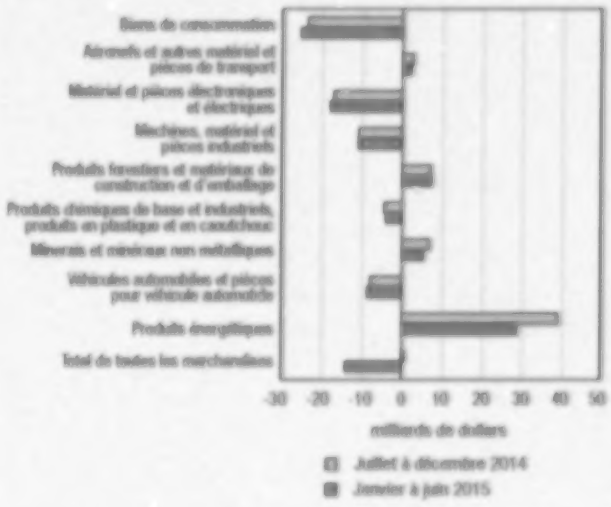
Les industries du pétrole et des métaux de première transformation ont eu une incidence sur les ventes des fabricants

Les ventes totales des fabricants étaient en baisse de 3,5 % au premier semestre de 2015 comparativement au niveau observé au second semestre de 2014, en raison d'une diminution des livraisons de biens non durables et durables. De plus, le recul des ventes de produits du pétrole et du charbon (en baisse de 19,9 % au cours des six premiers mois de l'année) et de métaux de première transformation (en baisse de 7,4 %) a contribué à la baisse globale. Les livraisons des fabricants de véhicules ont fléchi de 2,7 % au premier semestre, en raison de fermetures d'usines à des fins de réoutillage qui ont entraîné une diminution des ventes au début de l'année. Les ventes des fabricants de pièces de véhicules automobiles ont augmenté légèrement au second semestre, soit de 1,4 %.

Après avoir affiché des reculs au cours de trois des quatre premiers mois de 2015, les ventes des fabricants se sont raffermies de mai à juillet, avant de diminuer de nouveau en août. La hausse des ventes de matériel de transport a stimulé la croissance au cours du printemps et au début de l'été, principalement grâce aux fabricants du Québec et de l'Ontario.

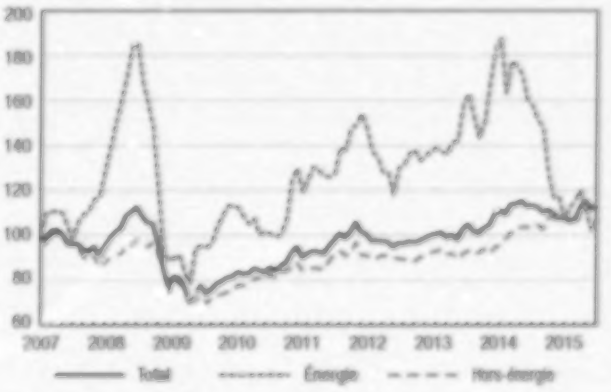
Les prix du pétrole brut et du pétrole ont continué d'influencer les prix des intrants et les prix à la sortie de l'usine au premier semestre de 2015, alors que les prix mensuels des produits énergétiques et de pétrole ont varié après avoir affiché une tendance à la baisse à la fin de 2014. Mesurés d'une année à l'autre, les prix des produits industriels ont fléchi au cours des six premiers mois de 2015, enregistrant des baisses de 10 % ou plus tant dans le secteur des produits du pétrole brut que dans celui des produits du pétrole. Les prix à la sortie de l'usine autres que ceux des produits énergétiques et des produits du pétrole sont demeurés résilients, alors que la hausse des prix des véhicules motorisés et récréatifs a ralenti la baisse globale des prix des produits industriels. La hausse des prix mensuels des véhicules motorisés et récréatifs s'est accélérée au début de 2015 et au milieu de l'année. Les prix de la viande, du poisson et des produits laitiers ont également continué de soutenir la hausse des prix industriels d'une année à l'autre.

Graphique 7
Soldes commerciaux, certaines marchandises



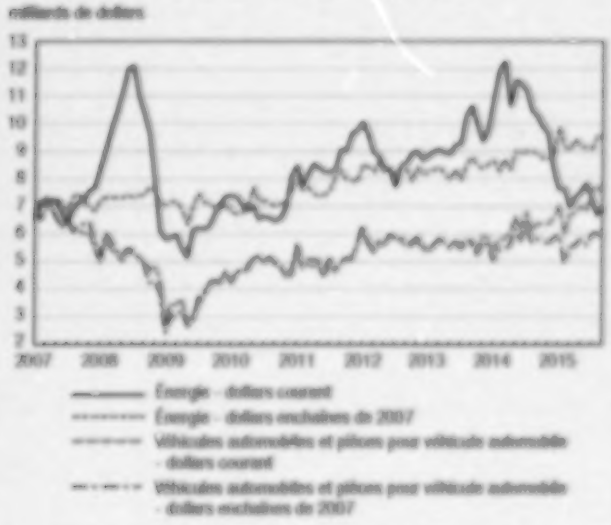
Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 228-0059.

Graphique 8
Croissance des exportations de marchandises par groupes de produits



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 228-0059.

Graphique 9
Exportations de marchandises, certains produits



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 228-0059 et 228-0061.

Les ventes au détail se sont raffermies au milieu de l'année

Le total des ventes au détail était en baisse de 0,2 % au premier semestre de 2015 comparativement au niveau observé au second semestre de 2014, la hausse des ventes des concessionnaires de véhicules automobiles et de pièces automobiles, des magasins de produits de santé et de soins personnels et des magasins de fournitures de tout genre ayant été neutralisée par une diminution des recettes des stations-service. À l'exception des dépenses liées à l'essence, les dépenses de détail ont crû de 1,4 %, les ventes s'étant raffermies au deuxième trimestre.

Les dépenses de détail totales ont repris de la vigueur au cours du printemps et de l'été. Les ventes des concessionnaires de véhicules automobiles et de pièces automobiles ont été principalement à l'origine de cette croissance, ayant affiché une progression de février à août. En fait, mesurées d'une année à l'autre, les ventes de véhicules automobiles neufs ont crû au milieu de 2015, stimulées par les hausses observées en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique[6]. En Alberta, les ventes de véhicules neufs, mesurées d'une année à l'autre, ont enregistré des baisses de 10 % ou plus de mai à août.

Le nombre de nouvelles mises en chantier d'habitations a augmenté au printemps et à l'été

Le nombre mensuel moyen de mises en chantier d'habitations se situait à 184 100 (données désaisonnalisées aux taux annuels) au premier semestre de 2015, ce qui constitue une légère diminution par rapport aux 191 200 mises en chantier enregistrées au second semestre de 2014. Les mises en chantier de logements neufs ont accéléré au deuxième trimestre, le nombre de mises en chantier d'habitations ayant augmenté en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique, mais elles ont diminué en Alberta. Le nombre total de mises en chantier a augmenté pour se situer à 214 900 en août, entraîné par une hausse des mises en chantier de logements multifamiliaux en Ontario. Les mises en chantier ont crû en septembre pour se chiffrer à 231 600.

Les mises en chantier de logements multifamiliaux ont augmenté au cours du printemps et de l'été, pour atteindre 158 000 en septembre, grâce à une hausse des mises en chantier d'immeubles d'appartements et de condominiums. Après avoir connu un ralentissement en juin et en juillet, les mises en chantier de logements multifamiliaux ont repris en août et en septembre à Toronto.

En 2015, les investissements dans la construction de nouveaux logements ont connu une transition vers les immeubles d'appartements et les condominiums. Les investissements dans des maisons individuelles, mesurés d'une année à l'autre, ont ralenti de janvier à mai et diminué jusqu'à août. Au cours de la période de 12 mois se terminant en août, les investissements dans des maisons individuelles ont diminué de 11,6 %. Les dépenses en capital dans des maisons jumelées ont également ralenti pendant cette période, et ont affiché une baisse de 12,8 % au cours de la période de 12 mois se terminant en août. À l'opposé, les dépenses en capital dans les immeubles d'appartements et les condominiums, mesurées d'une année à l'autre, ont affiché une hausse de plus de 10 % en mai, et ont enregistré une hausse de 24,8 % au cours de la période de 12 mois se terminant en août.

La valeur mensuelle moyenne des permis de construction résidentielle s'est chiffrée à 4,3 milliards de dollars au cours du premier semestre de l'année, comparativement à 4,4 milliards de dollars au second semestre de 2014. Après avoir diminué en mai, la valeur des permis de construction résidentielle a augmenté à la fin du printemps et au début de l'été, soutenue par la croissance observée dans l'ensemble du pays.

Mesurés d'une année à l'autre, les prix des nouveaux logements ont connu un ralentissement au cours de la première moitié de 2015. Au cours de cette période, la croissance des prix a ralenti en Alberta, alors qu'elle a accéléré en Ontario. En Colombie-Britannique, les prix ont progressé d'une année à l'autre d'avril à août, après avoir enregistré des baisses consécutives au début de l'année.

6. Cet énoncé est fondé sur les données non ajustées sur les ventes unitaires tirées de l'Enquête sur les ventes de véhicules automobiles neufs.

Le taux d'inflation publié a crû au cours des mois d'été en raison d'une diminution de l'incidence du secteur de l'énergie

Le taux d'inflation des prix à la consommation a ralenti au début de 2015 en raison de la baisse des prix de l'énergie d'une année à l'autre. Le taux d'inflation d'ensemble publié a diminué pour passer à 1,0 % en janvier et en février et, après avoir remonté en mars, il a baissé pour se fixer à 0,8 % en avril. Après avoir augmenté en mai et en juin, le taux d'inflation des prix à la consommation annuel a crû pour passer à 1,3 % en juillet et en août, soutenu par une hausse des prix des aliments, des vêtements et des chaussures, ainsi que des dépenses courantes, de l'ameublement et de l'équipement des ménages.

Les prix de l'énergie, mesurés d'une année à l'autre, ont enregistré cinq baisses consécutives de 10 % ou plus de janvier à mai avant de ralentir à la fin du printemps et pendant l'été. Les prix de l'essence correspondaient aux variations de l'indice de l'énergie. En janvier 2015, les prix de l'essence étaient en baisse de 26,9 % par rapport aux prix observés au début de 2014. En juillet 2015, la baisse des prix de l'essence d'une année à l'autre avait ralenti pour se situer à 12,2 %. Les prix du gaz naturel ont affiché cinq baisses consécutives d'une année à l'autre d'avril à août.

À l'exception des prix de l'énergie, le taux d'inflation des prix à la consommation est demeuré supérieur ou équivalent au point milieu de la fourchette cible de la Banque du Canada, passant de 2,3 % au début de l'année à 2,0 % en août.

Graphique 10
Indice des prix à la consommation

variation d'une année à l'autre
(pourcentage)

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 326-0020.

Le taux d'inflation annuel moyen des prix des aliments était de 3,8 % au cours des six premiers mois de l'année, en raison surtout de l'augmentation des prix de la viande. Les prix de la viande, mesurés d'une année à l'autre, ont affiché huit hausses consécutives de 10 % ou plus jusqu'en avril, avant de ralentir à la fin du printemps.

Les coûts de l'intérêt hypothécaire, mesurés d'une année à l'autre, ont diminué en 2015 et, en août, ils avaient décru pendant 12 mois consécutifs.

Le taux d'inflation annuel des prix des biens durables a augmenté au début de 2015, atteignant 2,6 % au cours de la période de 12 mois se terminant en juillet. Les prix des véhicules pour le transport de passagers ont augmenté par rapport à 12 mois plus tôt pour passer de 1,8 % en mai à 2,3 % en juillet.

Les prix des services ont ralenti par rapport à 12 mois plus tôt, s'établissant à moins de 2,0 % de mai à août. Par rapport à 12 mois plus tôt, l'indice des prix de communications a ralenti au début de 2015, après avoir affiché des hausses importantes au milieu de 2014.

En septembre, le taux d'inflation d'ensemble publié a ralenti pour s'établir à 1,0 %, en raison des prix plus bas de l'essence. Mesurés d'une année à l'autre, les prix de l'essence ont diminué de 18,8 % en septembre.

Graphique 11
Indice des prix à la consommation, certaines agrégats

variation d'une année à l'autre changé
(pourcentage)

Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 326-0020.

Les cours des actions ont fléchi en raison de la baisse des prix de l'énergie

Après avoir affiché des hausses au début de l'année, le cours des actions à Toronto (indice composé S&P/TSX) a diminué. À la clôture du marché en juin, les cours boursiers étaient en baisse de 6,3 % par rapport au sommet atteint en août 2014. L'indice canadien de la consommation discrétionnaire et les indices canadiens des biens de consommation de base ont progressé au cours de cette période, alors que l'énergie, les métaux et minerais diversifiés et l'or ont eu une incidence sur le cours des actions. En juin, l'indice canadien de l'énergie était en baisse de 37 % par rapport au mois d'août 2014, alors que l'indice canadien des métaux et minerais diversifiés était en baisse de 24 %.

Après avoir affiché une légère baisse en juillet, l'indice composé S&P/TSX a reculé de 4,2 % en août et de 4,0 % en septembre, pour clôturer à 13 307. L'indice de l'énergie a reculé de 19 % de juin à septembre, en raison de la baisse des prix du pétrole brut au cours des mois d'été. L'indice des métaux et minerais diversifiés a régressé de 47 % au cours de cette période de trois mois. En septembre, l'indice des métaux et minerais diversifiés était en baisse de 60 % par rapport au mois d'août 2014, alors que les actions liées à l'énergie affichaient une baisse de prix de 34 %.

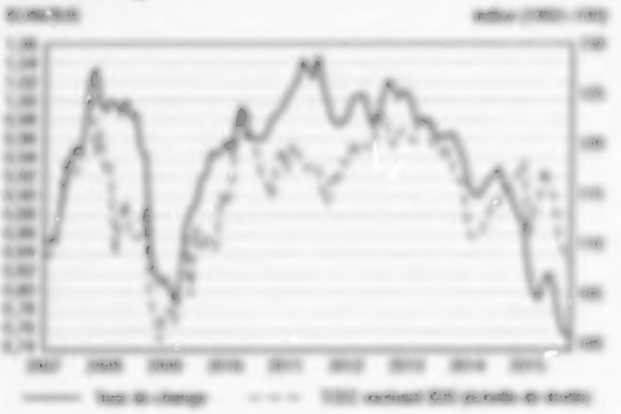
Le dollar canadien s'est déprécié par rapport à la devise américaine pour se fixer à 86,7 cents en décembre 2014, à 75,4 cents en septembre. Globalement, le dollar canadien, est déprécié de 19 % par rapport au dollar américain entre juillet 2014 et septembre 2015.

Sur une base pondérée en fonction des échanges du Canada, le dollar canadien a diminué d'environ 5 % par rapport à d'autres devises importantes au cours de cette période.

Graphique 12
Indice composé S&P/TSX et indice Canadien de l'énergie

Note : S&P signifie Standard & Poor's et TSX signifie Toronto Stock Exchange (Bourse de Toronto).
Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableau 176-0047.

Graphique 13
Taux de change



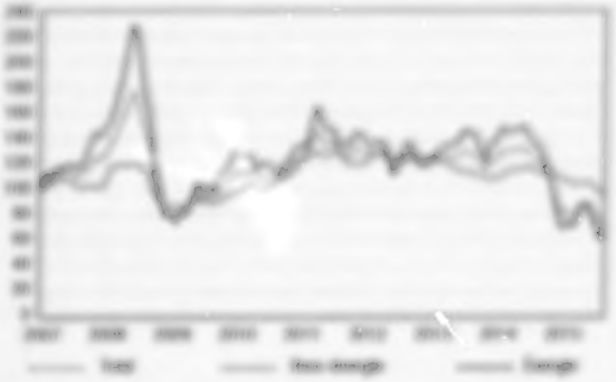
Notes : TCEC : indice de taux de change effectif du dollar canadien. Le taux BCAN/USD est fondé sur la moyenne du cours du compétant à midi. Le TCEC opère en $US est fondé sur les taux à la fin du mois.
Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableau 176-0064, et Banque du Canada.

Les prix des marchandises ont affiché une baisse au milieu de l'année

Les prix des marchandises ont enregistré une diminution marquée au début de 2015 et, après avoir affiché une hausse continue par les prix de l'énergie au avril et au mai, une [illegible] au cours de la baisse des prix de l'énergie et des métaux et minerais, amorcée lors [illegible] d'été. En septembre, l'indice des prix des marchandises était en baisse de 20 % par rapport au niveau observé à la fin de 2014, et de 45 % par rapport au sommet récemment atteint en juin de cette année. Si l'on exclut l'énergie, les prix des marchandises observés en septembre étaient en baisse de 15 % par rapport au niveau observé à la fin de l'année. Les prix des métaux et minerais, de l'agriculture et de la foresterie ont tous [illegible] par rapport aux niveaux observés à la fin de l'année.

Graphique 10
Indice des prix des marchandises

Indice
(janvier 2007=100)



Note : [illegible] Statistique Canada, CANSIM, tableau 176-0073.

La cotte de la dette sur le marché du crédit par rapport au revenu disponible a affiché une légère baisse

La dette des ménages sur le marché du crédit a crû de 1,8 % au deuxième trimestre, pour atteindre 1,87 billion de dollars[1]. Le ratio de la dette des ménages sur le marché du crédit par rapport au revenu disponible a crû légèrement pour atteindre 164,6 % au cours du trimestre, alors que le ratio du service de la dette (paiements mensuels) était de 6,3 %. Le ratio du service de la dette plus général, qui inclut les paiements des ménages sur les intérêts et le principal, a affiché une légère baisse pour atteindre 14,1 % au deuxième trimestre.

La valeur des actifs des ménages est passée de 10,53 billions de dollars au premier trimestre à 10,63 billions de dollars au deuxième. La valeur nette des ménages – c'est-à-dire les actifs moins les passifs – a crû de 0,9 % au deuxième trimestre pour atteindre 8,75 billions de dollars, en raison d'une hausse des valeurs immobilières. ■

1. Les données ne sont pas désaisonnalisées. Pour obtenir des données de base sur l'introduction d'une mesure du service de la dette qui incluent les obligations relatives au principal, veuillez vous reporter à l'article Ratio du service de la dette des ménages – intérêt et principal de la publication Les comptes en matière de comptes économiques canadiens, produit n° 13-605-X au catalogue, Ottawa, Statistique Canada.